

## PROCEDURE DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2



Dossier de modification simplifiée n°2 du PLU de Villargondran, pour rectification d'erreur matérielle

# SOMMAIRE

Préambule .....	3
I - Rappel des modalités de la procédure de modification simplifiée : .....	4
1. Champ d'application de la procédure de modification simplifiée du PLU .....	4
2. Déroulement de la procédure de modification simplifiée du PLU .....	7
II – Exposé des motifs de la modification simplifiée .....	9
III – Présentation détaillée des rectifications matérielles apportées au PLU .....	10
IV Conclusion : .....	14

## **Préambule**

La commune de Villargondran est située au cœur de la vallée de la Maurienne, dans le département de la Savoie en région Auvergne Rhône-Alpes et plus précisément au Sud-Est de Saint-Jean-de-Maurienne en rive gauche de l'Arc, sur le cône de déjection du Rieubel.

La commune appartient à l'arrondissement et au canton de Saint-Jean-de-Maurienne ainsi qu'à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale « Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan » (3CMA).

Villargondran est une commune rurale et soumise à la loi Montagne qui compte 887 habitants selon le dernier recensement INSEE de 2017.

Proche des stations de ski Albiez-le-Vieux, Albiez-Montrond et Saint-Sorlin d'Arves, la commune est également un lieu de passage pour la station de ski des Karellis.

La commune de Villargondran bénéficie du label « ville fleurie » avec « trois fleurs » attribuées par le Conseil national des villes et villages fleuris de France au concours des villes et villages fleuris.

Située entre 544 mètres (dans la vallée de l'Arc) et 1500 mètres d'altitude (le Bec), le territoire de la commune est très diversifié. En effet, une faible partie de la commune se trouve dans le fond de la vallée de l'Arc, une partie occupe les bas versants et un cône de déjection et une dernière partie se trouve sur un relief abrupt.

Le présent document constitue le dossier de présentation de la modification simplifiée n°2 du PLU de la commune de Villargondran. Cette modification simplifiée vise à rectifier une erreur matérielle suite à une omission de la transcription rédactionnelle de certains articles du règlement écrit intervenue lors des procédures d'évolution de ce PLU de 2011 et 2014.

### **Le dossier de modification simplifiée du PLU comprend :**

- Les actes afférents à la présente modification ;
- La présente notice expliquant les changements apportés par la modification et les motifs de ces changements;
- Le règlement du PLU modifié ;

# I - Rappel des modalités de la procédure de modification simplifiée :

## 1. Champ d'application de la procédure de modification simplifiée du PLU

La procédure de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villargondran est menée conformément aux dispositions des articles L. 151-28, L. 153-31, L. 153-36, L. 153-41, L. 153-45 à L. 153-48 du code de l'urbanisme.

### ***Extrait du code de l'urbanisme***

#### **Article L151-28 :**

Le règlement du plan local d'urbanisme ou du document d'urbanisme en tenant lieu peut prévoir, dans le respect des autres règles établies par le document et notamment les servitudes d'utilité publique visées à l'article L. 151-43 et sous réserve des dispositions de l'article L. 151-29 :

1° Des secteurs situés dans les zones urbaines à l'intérieur desquels un dépassement des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol est autorisé pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation. Ce dépassement, fixé pour chaque secteur, ne peut excéder 20 % pour chacune des règles concernées. L'application du dépassement ainsi autorisé ne peut conduire à la création d'une surface de plancher supérieure de plus de 20 % à la surface de plancher existante ;

2° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements locatifs sociaux au sens de l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation bénéficie d'une majoration du volume constructible tel qu'il résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 50 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements locatifs sociaux et le nombre total des logements de l'opération ;

3° Dans les zones urbaines ou à urbaniser, un dépassement des règles relatives au gabarit qui peut être modulé mais ne peut excéder 30 %, pour les constructions faisant preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale ou qui sont à énergie positive. La limitation en hauteur des bâtiments ne peut avoir pour effet d'introduire une limitation du nombre d'étages plus contraignante d'un système constructif à l'autre. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la majoration ;

4° Des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant des logements intermédiaires, définis à l'article L. 302-16 du code de la construction et de l'habitation, bénéficie d'une majoration du volume constructible qui résulte des règles relatives au gabarit, à la hauteur et à l'emprise au sol. Cette majoration, fixée pour chaque secteur, ne peut excéder 30 %. Pour chaque opération, elle ne peut être supérieure au rapport entre le nombre de logements intermédiaires et le nombre total de logements de l'opération.

#### **Article L153-31 :**

Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide :

1° Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

2° Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.

4° Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la

commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

5° Soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

**Article L153-36 :**

Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.

**Article L153-41 :**

Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement par le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire lorsqu'il a pour effet :

1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;

3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

4° Soit d'appliquer l'article L. 131-9 du présent code.

**Article L153-45 :**

La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

1° Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;

2° Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;

3° Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire dans les autres cas.

**Article L153-46 :**

Le plan local d'urbanisme peut faire l'objet d'une modification simplifiée afin de supprimer le dépassement prévu au 3° de l'article L. 151-28 dans des secteurs limités, sous réserve d'une justification spéciale motivée par la protection du patrimoine bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines. La modulation des majorations des droits à construire prévue au 3° de l'article L. 151-28 ne peut être modifiée ou supprimée avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de l'adoption de la modification simplifiée du règlement qui l'a instaurée.

**Article L153-47 :**

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent, dans un délai de trois mois à compter de la transmission à l'établissement public du projet de modification simplifiée lorsque celui-ci procède de l'initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur son territoire, ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes.

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée. Lorsque le projet de modification simplifiée procède d'une initiative du maire d'une commune membre et ne porte que sur le territoire de celle-ci, le bilan de la mise à disposition est présenté par ce maire devant l'organe délibérant de l'établissement public, qui délibère sur le projet dans les trois mois suivant cette présentation.

**Article L153-48 :**

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales.

**La modification peut être conduite sous une forme simplifiée :**

- Dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L. 153-41 ;
- Dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L. 151-28 ;
- Dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

**Ainsi, la procédure de modification simplifiée pour rectification d'erreur matérielle peut être utilisée pour la présente modification portant sur :**

- la rectification de la rédaction de certains articles du règlement écrit du PLU de la commune de Villargondran suite à une omission dans la retranscription de la mise en compatibilité du PLU de la commune dans le cadre de la déclaration d'utilité publique pour les travaux de la réalisation de la partie française de la section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin du 18 décembre 2007, dont les effets ont été prorogés le 06 décembre 2017.

**Au regard des articles mentionnés ci-dessus et de l'objectif de la modification simplifiée du PLU de la commune de Villargondran, la modification simplifiée pour rectification d'erreur matérielle est pleinement justifiée et engagée à l'initiative du Président de la Communauté de Communes Cœur de Maurienne Arvan (3CMA), compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale depuis le transfert de cette compétence en 2018.**

## 2. Déroulement de la procédure de modification simplifiée du PLU

Le Président de la 3CMA notifie le projet de modification aux personnes publiques associées.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées sont mis à la disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées.

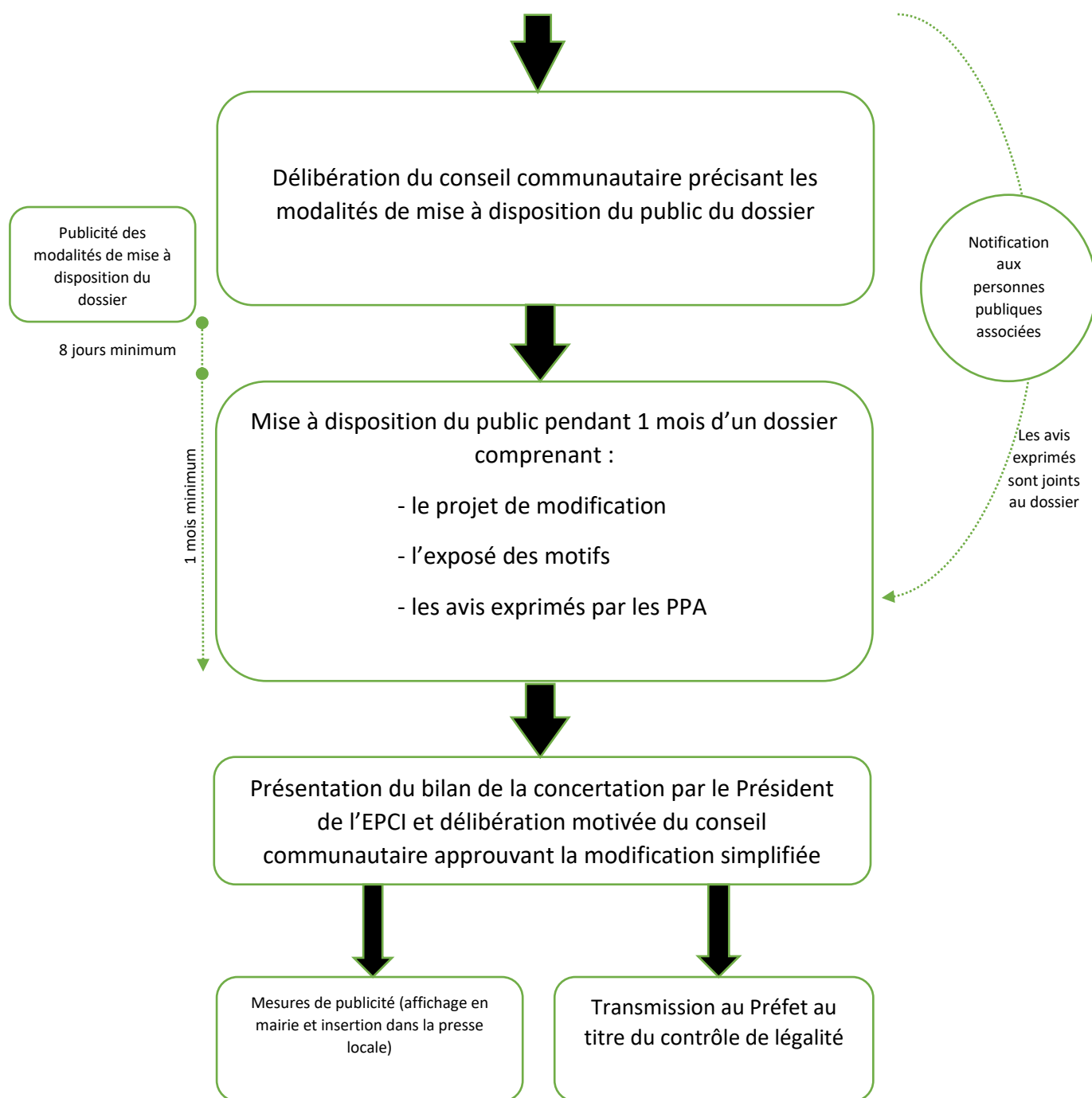
Les modalités de la mise à disposition sont précisées par le conseil communautaire et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de la 3CMA en présente le bilan devant le conseil communautaire, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

L'acte approuvant une modification simplifiée devient exécutoire à compter de sa publication et de sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'Etat.

## La procédure de modification simplifiée du PLU

Le Président de l'EPCI établit le dossier de modification





## II – Exposé des motifs de la modification simplifiée

Le projet de modification simplifiée du PLU de Villargondran vise à rectifier l'écriture de certains articles du règlement écrit suite à une omission dans la retranscription de la mise en compatibilité du PLU de la commune dans le cadre de la déclaration d'utilité publique pour les travaux de la réalisation de la partie française de la section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin.

En effet, la procédure de mise en compatibilité du PLU a été menée en 2006 dans le cadre de la procédure de DUP afin de prendre en compte les travaux de réalisation de la partie française de la section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin déclarés d'utilité publique en 2007, dont les effets ont été prorogés par décret en Conseil d'Etat le 06 décembre 2017 pour cinq ans.

Or, lors des évolutions successives de 2011 et 2014 du document d'urbanisme, certains articles du règlement écrit n'ont pas été retranscrits correctement.

En effet, la rédaction des articles U2, U10, N1, N2 et N10 issue du dossier de mise en compatibilité du PLU de 2006, et concernant l'ensemble des zones U, Ue, UL, N et NL, n'a pas été reprise dans le règlement écrit.

Afin de corriger cette omission rédactionnelle, il est nécessaire de rectifier l'écriture des articles 1, 2 et 10 des zones U, Ue, N et NL. La zone UL n'existant plus dans la rédaction du PLU en vigueur au jour du présent dossier de modification simplifiée, aucune correction n'est prévue pour cette ancienne zone.

Le règlement écrit de la zone N du document d'urbanisme, lors de la procédure de mise en compatibilité, ne comportait pas de distinction entre les différentes zones N. Or, au jour de la rédaction du présent dossier de modification simplifiée, la zone N comprend deux secteurs distincts NL et Nh. Par conséquent, il est proposé d'ajouter une modification aux secteurs NL et Nh afin de prendre en compte la mise en compatibilité ayant été faite à l'époque pour l'ensemble de la zone N.

Ainsi les modifications consistent en :

- La correction rédactionnelle de plusieurs articles du règlement écrit afin d'être cohérent avec la mise en compatibilité du document d'urbanisme ayant été faite en 2006 et l'écriture actuelle de ces articles suite aux évolutions du PLU en 2011 et 2014 et ainsi permettre la réalisation des travaux de la partie française de la section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin.
- Ces corrections correspondent à :
  - L'article U2 relatif aux « occupations et utilisations soumises à conditions particulières » ;
  - L'article U10 relatif à la « hauteur maximum des constructions » ;
  - L'article Ue 2 relatif aux « occupations et utilisations soumises à conditions particulières » ;
  - L'article Ue10 relatif à la « hauteur maximum des constructions » ;
  - L'article N1 relatif aux « occupations et utilisations du sol interdites » ;
  - L'article N2 relatif aux « occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières » ;
  - L'article N10 relatif à la « hauteur maximum des constructions » ;
  - L'article NL2 relatif aux « occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières » ;
  - L'article Nh2 relatif aux « occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières ».

### III – Présentation détaillée des rectifications matérielles apportées au PLU

Le tableau ci-après présente d'une part, la rédaction du règlement écrit actuellement en vigueur et d'autre part, celui applicable après la modification simplifiée pour rectification d'erreur matérielle. Les modifications apparaissent en rouge.

Rédaction du règlement écrit <u>avant</u> modification simplifiée pour rectification d'erreur matérielle	Rédaction du règlement écrit <u>après</u> modification simplifiée pour rectification d'erreur matérielle
<b>Zonage U - Secteurs urbanisés destinés à recevoir principalement de l'habitat.</b>	
<p><b>Article U 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b></p> <p>2.1- Dans les secteurs en jaune ou orange, les projets devront, après consultations du Plan d'indexation en Z, prendre en compte les prescriptions correspondantes.</p> <p>2.2- Les installations classées sous réserve que celles-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux.</p> <p>2.3- L'extension et la création de constructions à vocation artisanale ou commerciale à condition qu'elles soient compatibles avec la vocation résidentielle du secteur et ne soient pas source de nuisances.</p>	<p><b>Article U 2 - OCCUPATIONS ET UTILISATIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b></p> <p>2.1- Dans les secteurs en jaune ou orange, les projets devront, après consultations du Plan d'indexation en Z, prendre en compte les prescriptions correspondantes.</p> <p>2.2- Les installations classées sous réserve que celles-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux, <b>à l'exception de celles nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.</b></p> <p>2.3- L'extension et la création de constructions à vocation artisanale ou commerciale à condition qu'elles soient compatibles avec la vocation résidentielle du secteur et ne soient pas source de nuisances.</p> <p><b>2.4- Sont autorisées : l'infrastructure ferroviaire du projet Lyon-Turin, les exhaussements et affouillements du sol, les installations et ouvrages techniques (y compris Installations Classées Pour l'Environnement), liés à sa réalisation et à son fonctionnement, dans le périmètre prévu par la Déclaration d'Utilité Publique.</b></p>
<p><b>Article U 10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS :</b></p> <p>La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faitage de la construction et le sol naturel avant travaux à son aplomb.</p> <p>La hauteur maximale mesurée au faitage des constructions est fixée à 10m00 par rapport au terrain naturel avant travaux pour l'habitat individuel et 13m00 pour l'habitat collectif.</p> <p>Les cheminées, croupes, jacobines et autres superstructures ne sont pas pris en compte.</p>	<p><b>Article U 10 - HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS :</b></p> <p><b>Cet article ne s'applique pas aux installations nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.</b></p> <p>La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faitage de la construction et le sol naturel avant travaux à son aplomb.</p> <p>La hauteur maximale mesurée au faitage des constructions est fixée à 10m00 par rapport au terrain</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- On respectera le principe de la « hiérarchisation des toits » selon lequel l'altitude du faîtage du bâtiment situé à l'aval doit être inférieure à l'altitude du faîtage situé à l'amont.</li> <li>- La hauteur des constructions annexes isolées ne devra pas excéder 3m00 au faîtage</li> <li>- Dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment existant, il sera admis de retrouver les volumes et implantations initiaux à condition de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité.</li> </ul>	<p>naturel avant travaux pour l'habitat individuel et 13m00 pour l'habitat collectif.</p> <p>Les cheminées, croupes, jacobines et autres superstructures ne sont pas pris en compte.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On respectera le principe de la « hiérarchisation des toits » selon lequel l'altitude du faîtage du bâtiment situé à l'aval doit être inférieure à l'altitude du faîtage situé à l'amont.</li> <li>- La hauteur des constructions annexes isolées ne devra pas excéder 3m00 au faîtage</li> <li>- Dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment existant, il sera admis de retrouver les volumes et implantations initiaux à condition de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité.</li> </ul>
---	--

**Zone Ue - Secteurs à vocation d'activités économiques destinés à recevoir des constructions ou installations artisanales ou commerciales.**

<p><b>Article Ue 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b></p> <p>2.1- Dans les secteurs en jaune ou orange, les projets devront, après consultations du Plan d'indexation en Z, prendre en compte les prescriptions correspondantes.</p> <p>2.2- Les annexes à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale et qu'elles ne nuisent pas quant à leur volumétrie et aux perspectives visuelles environnantes.</p> <p>2.3- Les installations classées sous réserve que celles-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux.</p> <p>2.4- Les dépôts non couverts à condition qu'il s'agisse de bois de chauffage ou qu'ils soient directement lié à une activité autorisée dans la zone et qu'ils soient protégés visuellement par des écrans de verdure.</p>	<p><b>Article Ue 2 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b></p> <p>2.1- Dans les secteurs en jaune ou orange, les projets devront, après consultations du Plan d'indexation en Z, prendre en compte les prescriptions correspondantes.</p> <p>2.2- Les annexes à condition qu'elles soient implantées sur le même îlot de propriété que la construction principale et qu'elles ne nuisent pas quant à leur volumétrie et aux perspectives visuelles environnantes.</p> <p>2.3- Les installations classées sous réserve que celles-ci ne soient pas de nature à porter atteinte au caractère des lieux, <b>à l'exception de celles nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.</b></p> <p>2.4- Les dépôts non couverts à condition qu'il s'agisse de bois de chauffage ou qu'ils soient directement lié à une activité autorisée dans la zone et qu'ils soient protégés visuellement par des écrans de verdure.</p> <p><b>2.5- Sont autorisées : l'infrastructure ferroviaire du projet Lyon-Turin, les exhaussements et affouillements du sol, les installations et ouvrages techniques (y compris Installations Classées Pour l'Environnement), liés à sa réalisation et à son fonctionnement, dans le périmètre prévu par la Déclaration d'Utilité Publique.</b></p>
--	--

<p><b>Article Ue 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS :</b></p> <p>La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faîtage de la construction et le sol naturel avant travaux à son aplomb.</p> <p>Les cheminées, croupes, jacobines et autres superstructures ne sont pas pris en compte.</p> <p>La hauteur maximale des constructions ne doit pas excéder 15m00. La hauteur des constructions annexes isolées ne devra pas excéder 3m00 au faîtage</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On respectera le principe de la « hiérarchisation des toits » selon lequel l'altitude du faîtage du bâtiment situé à l'aval doit être inférieure à l'altitude du faîtage situé à l'amont.</li> <li>- La hauteur des constructions annexes isolées ne devra pas excéder 3m00 au faîtage</li> <li>- Dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment existant, il sera admis de retrouver les volumes et implantations initiaux à condition de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité.</li> </ul>	<p><b>Article Ue 10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS :</b></p> <p><b>Cet article ne s'applique pas aux installations nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.</b></p> <p>La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faîtage de la construction et le sol naturel avant travaux à son aplomb.</p> <p>Les cheminées, croupes, jacobines et autres superstructures ne sont pas pris en compte.</p> <p>La hauteur maximale des constructions ne doit pas excéder 15m00. La hauteur des constructions annexes isolées ne devra pas excéder 3m00 au faîtage</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On respectera le principe de la « hiérarchisation des toits » selon lequel l'altitude du faîtage du bâtiment situé à l'aval doit être inférieure à l'altitude du faîtage situé à l'amont.</li> <li>- La hauteur des constructions annexes isolées ne devra pas excéder 3m00 au faîtage</li> <li>- Dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment existant, il sera admis de retrouver les volumes et implantations initiaux à condition de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité.</li> </ul>
<b>Zone N – Zone naturelle et forestière</b>	
<p><b>Article N1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES</b></p>	<p><b>Article N1 – OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL INTERDITES</b></p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les occupations et utilisations du sol susceptibles d'avoir des conséquences dommageables pour l'environnement, conduire à la destruction d'espaces boisés, présenter un risque de nuisance ou compromettre la stabilité des sols, aggraver les conditions d'écoulement des eaux.</li> <li>- Sont également interdite les constructions et installations non précisées à l'article N2</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les occupations et utilisations du sol susceptibles d'avoir des conséquences dommageables pour l'environnement, conduire à la destruction d'espaces boisés, présenter un risque de nuisance ou compromettre la stabilité des sols, aggraver les conditions d'écoulement des eaux <b>à l'exception des travaux et installations nécessaire à la réalisation et au fonctionnement du projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.</b></li> <li>- Sont également interdite les constructions et installations non précisées à l'article N2</li> </ul>

**Article N2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :**

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

En zone N :

1. Les dépôts à condition qu'il s'agisse de stockage de bois lié à une exploitation forestière.
2. Les abris pour animaux situés en dehors des unités d'exploitation agricole, à condition d'un abri par unité foncière et une emprise au sol maximum de 20 m<sup>2</sup>.
3. les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;
4. les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
5. les annexes, tunnels et serres sont autorisées à condition d'être liés à une activité agricole et d'être situés à plus de 100m des constructions d'habitations situées en zones U, Ua, AUD et Nh.

**Article N2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :**

Les occupations et utilisations du sol suivantes ne sont admises que si elles respectent les conditions ci-après :

En zone N :

1. Les dépôts à condition qu'il s'agisse de stockage de bois lié à une exploitation forestière **ou qu'ils soient liés au projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.**
2. Les abris pour animaux situés en dehors des unités d'exploitation agricole, à condition d'un abri par unité foncière et une emprise au sol maximum de 20 m<sup>2</sup>.
3. les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière ;
4. les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière dans l'unité foncière où elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
5. les annexes, tunnels et serres sont autorisées à condition d'être liés à une activité agricole et d'être situés à plus de 100m des constructions d'habitations situées en zones U, Ua, AUD et Nh.

**6. L'infrastructure, les annexes et locaux techniques, les affouillements ou exhaussements du sol, les dépôts de ferrailles, de remblais, de déchets, de véhicules et de matériaux et les installations classées nécessaires à la réalisation du projet d'infrastructure Lyon-Turin dans le périmètre prévu par la Déclaration d'Utilité Publique.**

**Article N10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS :**

La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faîtage de la construction et le sol naturel avant travaux à son aplomb.

1. Les ouvrages techniques, cheminées, croupes, jacobines et autres superstructures ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale.
2. La hauteur maximale des constructions ne doit pas excéder 10m00 par rapport au terrain avant travaux, sauf pour les abris et les annexes séparées du bâtiment principal où la hauteur maximale est limitée à 3m00 au faîtage. Les tunnels et annexes agricoles pourront avoir une hauteur maximum de 5m.

**Article N10 – HAUTEUR MAXIMUM DES CONSTRUCTIONS :**

**Cet article ne s'applique pas aux installations nécessaires à la réalisation et au fonctionnement du projet d'infrastructure ferroviaire Lyon-Turin.**

La hauteur est définie comme la différence de niveau entre le faîtage de la construction et le sol naturel avant travaux à son aplomb.

1. Les ouvrages techniques, cheminées, croupes, jacobines et autres superstructures ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale.
2. La hauteur maximale des constructions ne doit pas excéder 10m00 par rapport au terrain avant travaux,

Dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment existant, il sera admis de retrouver les volumes et implantations initiaux à condition de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité.	sauf pour les abris et les annexes séparées du bâtiment principal où la hauteur maximale est limitée à 3m00 au faîtage. Les tunnels et annexes agricoles pourront avoir une hauteur maximum de 5m. Dans le cas d'aménagement ou de reconstruction d'un bâtiment existant, il sera admis de retrouver les volumes et implantations initiaux à condition de respecter les règles de sécurité et d'accessibilité.
<b>Zone NL - Secteurs destinés à recevoir des constructions ou installations de loisirs destinés à la mise en valeur du plan d'eau selon les prescriptions du PIZ.</b>	
<b>Article N2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b>  <u>En zone NL :</u> 1. Les terrains de campings et de caravanning ainsi que les habitations légères de loisirs.	<b>Article N2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b>  <u>En zone NL :</u> 1. Les terrains de campings et de caravanning ainsi que les habitations légères de loisirs.  <b>2. L'infrastructure, les annexes et locaux techniques, les affouillements ou exhaussements du sol, les dépôts de ferrailles, de remblais, de déchets, de véhicules et de matériaux et les installations classées nécessaires à la réalisation du projet d'infrastructure Lyon-Turin dans le périmètre prévu par la Déclaration d'Utilité Publique.</b>
<b>Zone Nh – Hameaux pour lesquels sont pris en compte des constructions existantes d'habitations et agricoles.</b>	
<b>Article N2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b>  <u>En zone Nh :</u> 1. Les constructions existantes d'habitations et destinées à l'exploitation agricole. 2. Les annexes, accolées ou isolées, des constructions d'habitations.	<b>Article N2- OCCUPATIONS ET UTILISATIONS DU SOL SOUMISES A DES CONDITIONS PARTICULIERES :</b>  <u>En zone Nh :</u> 1. Les constructions existantes d'habitations et destinées à l'exploitation agricole. 2. Les annexes, accolées ou isolées, des constructions d'habitations.  <b>3. L'infrastructure, les annexes et locaux techniques, les affouillements ou exhaussements du sol, les dépôts de ferrailles, de remblais, de déchets, de véhicules et de matériaux et les installations classées nécessaires à la réalisation du projet d'infrastructure Lyon-Turin dans le périmètre prévu par la Déclaration d'Utilité Publique.</b>

## IV Conclusion :

Au regard de l'ensemble des éléments présentés dans le présent dossier, la procédure de modification simplifiée pour rectification d'erreurs matérielles est justifiée et permet la réalisation des travaux relatifs à la réalisation de la partie française de la section transfrontalière de la nouvelle liaison ferroviaire Lyon-Turin.